

de sa contribution régulière et patiente à l'édification d'un ordre mondial stable par une élaboration progressive du droit international. Le droit de la mer offre un exemple dynamique de cette activité.

Nous établissons actuellement de nouvelles règles qui reflètent une conscience plus aiguë de l'interdépendance des nations et de la nécessité de préserver l'environnement marin et de conserver ses ressources. Je n'ai aucune hésitation à faire part de la conviction du gouvernement du Canada que la viabilité d'un monde de plus en plus interdépendant tient à l'établissement d'un système économique international qui assurera un partage plus équitable des ressources et des chances. Le nouveau droit de la mer doit témoigner de cette prise de conscience.

Le rôle des Nations Unies est crucial pour l'élaboration d'un droit international qui reflétera la reconnaissance du fait que les océans, baignant 70% de la surface du globe, sont essentiels à la survie de l'homme. Les règles établies doivent nous lier. La Conférence sur le droit de la mer a déjà rallié de nombreux soutiens pour des concepts révolutionnaires comme la zone économique et le patrimoine commun de l'humanité. Ces concepts doivent être à la base de la constitution des mers. Ce nouveau régime doit prévoir les responsabilités qui accompagnent chaque nouveau droit et il doit se fonder sur les principes de l'équité plutôt que sur la force.

La tâche est énorme et dépassera peut-être les forces des Nations Unies. Personnellement, je crois que non. De toute façon, il est évident que sans les Nations Unies, la tâche serait impossible et que le monde serait confronté à une série de revendications contradictoires qui pourraient sérieusement menacer la paix.

Le gouvernement du Canada se prépare actuellement à la quatrième session de la troisième Conférence sur le droit de la mer, qui débutera ici, à New York, en mars prochain. Nous sommes conscients qu'un accord final exigera de tous les participants une attitude responsable et souple, et surtout la conviction que l'urgence est réelle.

Aucun gouvernement n'est plus que le mien engagé dans la recherche d'un accord sur un droit de la mer viable et équitable. Je ne serais pas franc, toutefois, si je n'indiquais pas que le gouvernement du Canada, comme de nombreux autres gouvernements, ne saurait attendre indéfiniment un tel accord. J'espère que nos actions ont démontré que le gouvernement du Canada est conscient de ses responsabilités